

Les travailleurs immigrés

par Michel BONIN

Nous les côtoyons tous les jours, dans la vie courante ou sur le lieu de travail. Mais nous les connaissons mal, d'autant plus mal que l'isolement qui est une sorte de règle entre les groupes constitutifs de notre société est encore accru pour eux par le barrage de la langue et la condition sociale. Cet isolement, peu cherché à le rompre, comme par une entente tacite. Les grands journaux ne disent rien, sauf quand il se passe quelque chose de spectaculaire, ou quand il y a de « l'agitation ». Les syndicats sont peu désireux de trancher avec la routine. Le gouvernement surveille le laisser faire, prêt à quelques promesses ou à la répression. Les anarchistes, poursuivant leurs dadas particuliers ou imaginant une fois de plus ce que serait la société libertaire, sont peu bavards sur le sujet. Voilà tout ce qui pouvait me pousser à écrire un article sur les immigrés. Mais avant même que le lecteur l'aborde, je voudrais lui dire que cette étude me semble être le type même de ce qu'il ne faudrait pas faire : parler de ce dont on n'a pas vraiment une connaissance concrète approfondie. Cet article, même si je réussis à le rendre clair, présentera surtout un point de vue intellectuel, s'appuyant peu sur une réalité vécue. Une récente conversation avec un camarade confronté, lui, avec les immigrés, parce qu'il était, comme eux, ouvrier du bâtiment n'a fait que m'apporter une preuve de plus de l'insuffisance majeure d'un point de vue intellectuel pour des problèmes aussi concrets. En outre, l'étendue même du sujet m'obligera à en omettre de nombreux aspects. Je voudrais simplement essayer, une fois de plus, d'ouvrir au sein du mouvement libertaire un débat sur lequel pourrait s'appuyer une action.

L'EVOLUTION DE L'IMMIGRATION EN FRANCE

L'immigration est, par nature, un phénomène qui se place dans un cadre international, sur lequel je reviendrai. Je m'intéresserai surtout à ses répercussions en France, parce que c'est la situation particulière qui nous concerne et parce que les exemples sont plus proches de nous. Le problème présente d'ailleurs les mêmes grandes lignes générales dans les pays à industrialisation comparable (Angleterre, Allemagne, Suède...)

L'étude de l'évolution de l'immigration en France est intéressante car elle met assez bien en lumière l'évolution de la société de classes de ce pays depuis le début du siècle. Depuis le début du siècle en effet, la France compte un pourcentage important de sa population en étrangers qui sont pour la grosse masse des travailleurs d'industrie ou de l'agricul-

ture. Il faudrait d'ailleurs remonter plus loin dans le temps pour trouver l'origine du phénomène avec ses caractères modernes : la révolution industrielle et la fin du XIX^e siècle amènent déjà, au voisinage des frontières, une immigration importante (1.100.000 étrangers en 1886). En 1930, 3 millions d'étrangers, vivaient en France, soit à peu près le chiffre de 1968. Mais les conditions économiques sont différentes.

Au début du siècle, divers facteurs entraînent le recours à une immigration, organisée par l'Etat et les patrons. Il y a des raisons démographiques : la France a une faible natalité, sa population augmente peu et a une forte tendance au vieillissement. Il y a, à partir de 1918, les pertes énormes de la grande guerre à compenser. Il y a enfin une raison politique : après la Commune, la bourgeoisie s'allie à la paysannerie, et pour cela fige la structure de la petite propriété terrienne des campagnes, de sorte que l'exode rural ne peut plus satisfaire les besoins en main-d'œuvre de l'économie.*

*On voit que de telles orientations pèsent encore sur la conjoncture politique actuelle. C'est seulement au cours de ces dernières années que, petit à petit, la bourgeoisie a remis en cause cette alliance en recherchant — pas toujours ouvertement et avec de nombreuses contradictions — la diminution d'une grande partie de la population paysanne et la restructuration des campagnes sur le critère de la rentabilité maximale. Ayant reculé une centaine d'années pour mieux sauter, la bourgeoisie, qui cherchait au départ à éviter une révolte ouvrière, se retrouve maintenant avec une fraction importante de la paysannerie retournée contre elle.

L'immigration précédant la seconde guerre était étroitement liée à la conjoncture : le chômage se faisait-il sentir, une partie des travailleurs étrangers étaient renvoyés à leur pays d'origine. Pour des raisons de démographie, on favorisait l'intégration des étrangers dans la société française (nombreuses naturalisations). De nombreux étrangers naturalisés sont maintenant indiscernables du reste de la population dont ils forment une couche non négligeable (qui ne connaît pas un nom polonais ou italien dans son entourage), difficile à évaluer du fait même qu'elle est totalement intégrée (une étude sur ce sujet serait pourtant particulièrement bien venue, ne serait-ce que pour mettre en relief l'imbécillité de slogans racistes tels que « La France aux Français », détruire le mythe de l'étranger en montrant l'importance du brassage des races au cours d'une période finalement très récente). On voit cependant apparaître les premiers symptômes d'une situation qui s'amplifiera dans l'après-guerre : l'isolement des étrangers par leur regroupement dans des communautés ethniques coupées du reste de la société. Signalons que les conditions de recrutement n'étaient pas à cette époque plus reluisantes que celles que les travailleurs immigrés connaissent maintenant. Les services d'Etat ou patronaux de la main-d'œuvre étrangère considéraient ces travailleurs exactement comme ce qu'ils représentaient pour eux : une force de travail, une marchandise (et c'est toujours le cas...). Certains voyageaient vers leur lieu de travail avec un écriteau au cou indiquant leur destination, afin que l'agent des chemins de fer, comme du bétail ou comme un colis postal, les remette à bon port.

Après la seconde guerre mondiale, l'immigration va avoir d'autres causes et prendre des caractères différents. Les crises conjoncturelles vont

être mieux maîtrisées, le chômage contrôlé et limité. Pour se développer, le capitalisme a besoin de deux choses : de la main-d'œuvre et la paix sociale. Pour la première, le recours à l'immigration s'inscrit dans la suite logique de sa tactique en France — l'alliance avec la paysannerie est encore indispensable à la bourgeoisie pour gouverner. Pour la seconde, la bourgeoisie va jouer sur les désirs naturels de paix, de travail moins pénible, d'une promotion progressive, de l'accession à la voiture, la télé, d'une situation pour les enfants. Elle va miser progressivement sur la division du mouvement ouvrier en favorisant une certaine promotion des Français, bien organisés donc dangereux, et en comblant les goulots d'étranglement ainsi créés aux postes les plus pénibles ou les moins payés par des immigrés. Ainsi la bourgeoisie capitaliste va jouer sur l'immigration non plus seulement comme un moyen momentané d'augmenter ses profits en augmentant la force de travail qu'elle emploie, mais aussi comme un élément d'une tactique sociale globale. D'un côté on accorde assez de miettes au mouvement ouvrier national pour qu'il se sente partie prenante de l'ordre social existant, d'un autre côté on concentre les travailleurs immigrés au bas de l'échelle des fonctions (postes pénibles) ou des salaires : 20 % de la population française est constituée de manœuvres ou d'ouvriers spécialisés ; chez les immigrés, la proportion est de 80 à 90 % (essentiellement des manœuvres).

Remarquons qu'il ne s'agit là que d'une explication d'ensemble, par suite, schématique. En fait la politique d'immigration est pleine d'incohérences, du fait de l'affrontement des clans au sein de la classe bourgeoise, et elle ne se produit pas sans heurts : le travailleur français pâtit lui aussi des méthodes employées. Mais en gros, la tactique de la bourgeoisie est celle qu'on a décrite, et qui est analogue à celle qu'on a pu observer aux Etats-Unis (où les anciens esclaves noirs ont joué le rôle des immigrés, dans l'intégration du prolétariat américain), en Allemagne ou en Suisse (où la moitié de la classe ouvrière est étrangère).

Un autre caractère de l'immigration après la seconde guerre est relatif au problème du chômage. Par le fait même que l'immigration constitue la principale réserve de main-d'œuvre du capitalisme, ce dernier rejette à l'extérieur du territoire national les problèmes de chômage. Les travailleurs étrangers peuvent en effet être renvoyés dans leur pays presque à tout moment par plusieurs biais : suppression de la carte de séjour ou de la carte de travail (toutes deux fréquemment renouvelables, la seconde étant nécessaire pour obtenir la première), ou expulsion pure et simple pour « trouble à l'ordre public », ce qui peut justifier n'importe quoi, on l'a vu après mai 1968. Ainsi le capitalisme réussit-il actuellement, dans la plupart des pays tels que la France, à éviter la présence sur le sol national d'une masse de chômeurs qui serait un véritable détonateur de mouvements sociaux, tout en en gardant les avantages grâce à l'immigration.*

*Il y a cependant 500.000 chômeurs en France ; travailleurs relativement âgés ou au contraire plus jeunes, victimes de la carence étatique en matière de formation professionnelle. Il y a d'autre part une grosse masse de jeunes qui sont en chômage voilé dans les lycées, les universités, les casernes, ou à la charge de leurs parents. Mais les mécanismes sociaux mis en place permettent de contrôler « assez bien » (mai 68...) ces deux sortes de chômage.

L'EXPLOITATION ECONOMIQUE DE L'IMMIGRANT

Je ne considère dans ce paragraphe, essentiellement, que la portion des travailleurs immigrés qui sont manœuvres ou OS (éventuellement aussi, salariés agricoles) et qui constituent la grosse majorité. Je laisserai de côté le cas de l'immigration de main-d'œuvre qualifiée, ou techniciens, cadres, médecins... Ce que je veux expliquer ici, c'est pourquoi le travailleur étranger de l'industrie ou de l'agriculture est en fait beaucoup plus « rentable », « avantageux » pour le patron qu'un Français.

Examinons tout d'abord ce que le patron gagne sur les salaires, puis nous verrons le cas des avantages sociaux.

En ce qui concerne la pression sur les salaires, la vieille tactique était le remplacement en masse d'un contingent d'ouvriers par un contingent équivalent acceptant des salaires plus bas. Il est certain que tous les patrons n'ont pas renoncé à ce genre de méthodes. Mais ils préfèrent en général opérer progressivement, et susciter entre les ouvriers la division et la méfiance pour arriver à leurs fins. On utilise une hiérarchisation poussée à l'extrême, à la tête du client. A travail égal, immigrés et nationaux ne toucheront pas le même salaire (l'immigré étant le plus mal payé...) : les journaux tels que « Action », « les Cahiers de mai », ont publié de nombreux témoignages. Je connais le cas d'un grand garage à Lyon (Citroën) où la méfiance entre les ouvriers était telle que l'un d'eux n'est jamais parvenu à savoir ce que gagnaient les autres (on se cachait les feuilles de paye). Dans ces conditions, l'unité des travailleurs est impossible, ou très difficile, le patron se contente de ne pas augmenter, ou très peu, les ouvriers, ce qui, à la vitesse actuelle de dépréciation de l'argent, équivaut à une baisse rapide des salaires. Les nationaux, refusant de travailler dans certaines conditions au-dessous d'un certain salaire que tout un passé de lutte et toute une mentalité leur fait considérer comme dû, sont ainsi poussés à chercher de meilleures places, permettant ainsi au patron de poursuivre sa manœuvre de remplacement de ses ouvriers par des immigrés moins payés.

En ce qui concerne les allocations familiales, voici les résultats d'une enquête récente parue dans « Hommes et Migrations » n° 114, qui, pour n'avoir pas un caractère général, est néanmoins significative. Elle a été réalisée dans un bidonville : 28,65 % sont bénéficiaires des allocations familiales, 31,35 % y ont droit mais n'en bénéficient pas, enfin, 40 % n'y ont pas droit. En outre, comme le notent « les Cahiers de Mai » n° 17, il y a une différence entre les allocations familiales versées aux Français et celles qui sont versées aux étrangers dont la famille est restée dans le pays d'origine, et il y a une pseudo-justification à cette différence : le financement du Fonds d'action sociale (F.A.S.), qui construit des foyers et alphabétise. En fait on connaît bien, en France, les mécanismes de ce genre de « financement », comparable — dans un autre domaine — au « financement » des œuvres pour la vieillesse à l'aide de la vignette auto : l'argent est empoché par l'État et redistribué dans le budget selon les besoins du moment, une faible partie se trouvant affectée à sa destination première. Les allocations non payées subissent le même sort et sont redistribués en profit au sein de la bourgeoisie. Quant au F.A.S., son action est dérisoire en regard des besoins existants. Il faut mentionner égale-

ment que l'ouvrier immigré paie des cotisations pour la retraite qui ne lui permettent pas de toucher une retraite car il passe généralement trop peu de temps en France. Les remarques précédentes sont encore valables.

En ce qui concerne le logement, le problème est en général relativement mieux connu : bidonvilles, mais aussi baraquements de toutes sortes, foyers où l'on s'entasse, meublés sommaires où l'on peut seulement dormir, cités de transit, et, au mieux, dans les communes de « gauche », HLM (réservées aux immigrés) pour lesquelles le mot cage à lapins n'est qu'une pauvre figure de style. En un mot : des économies d'investissement pour les communes, les départements, l'Etat, et, par contrecoup, des profits plus importants pour la bourgeoisie qui gère les deniers de l'Etat.

Il faudrait encore parler des multiples rançonnements dont est victime l'immigré : il paye pour avoir des papiers en règle (la majorité des immigrés sont clandestins, l'illégalité est la loi !), il paye pour être embauché, il paye pour un baraquement, il paye pour avoir un faux certificat de résidence... D'autres choses encore : un fort pourcentage des enfants n'est pas scolarisé — pas besoin d'écoles ni de maîtres, et. Tout cela rapporte soit directement à l'Etat ou aux patrons, soit à leurs acolytes, gangsters légaux, nouveaux truands, souvent des compatriotes profitant de la naïveté des nouveaux immigrés (cf le film « O Salto »).

Enfin l'Etat et les patrons trouvent un gros intérêt dans le fait que l'immigré arrive en France à l'âge mûr et retourne passer sa vieillesse dans son pays : toutes les charges sociales qui sont occasionnées par un être improductif sont ainsi à la charge du pays d'origine, que ce soit « l'élevage » du travailleur (nourriture, subsistance, voire éducation) jusqu'à l'âge mûr, ou le soutien de sa vieillesse. Certes, dans certains cas, la formation professionnelle est à la charge du patron. Mais comme presque tous les immigrés commencent comme manœuvres, les dépenses du patron sont dérisoires par rapport à ce qu'il y gagne.

PLACE DE L'IMMIGRE DANS LES RAPPORTS SOCIAUX.

L'extension du phénomène de l'immigration vient troubler les raisonnements des marxistes béats selon lesquels le prolétariat uni et invincible va écraser sans tarder les méchants patrons. En fait la question est de savoir si le patronat est en train de réussir, en France, une opération semblable à celle de la Suisse où la moitié de la classe ouvrière, étrangère, est rendue impuissante par l'épée de Damoclès que consitue un statut de l'étranger particulièrement draconien, et où l'autre moitié est largement gagnée à une idéologie réactionnaire. Comme cette opération est largement entamée, il s'agit de savoir sur quels points précis et par quelle action on peut y faire échec. Pour cela, il faut avoir une idée plus claire, moins simpliste que celle que nous présentent les vieux schémas, des rapports entre les forces sociales en présence. Il s'agit essentiellement des rapports entre le patronat, la classe ouvrière traditionnelle (Français, et aussi immigrés anciens complètement intégrés), le groupe des travailleurs immigrés. (L'action des paysans, des commerçants ou des étudiants intervient peu à l'heure actuelle sur de tels rapports.)

Dégageons tout d'abord les traits caractéristiques des deux groupes sociaux qui constituent la classe ouvrière. Leurs relations entre elles et avec le patronat, et le jeu de bascule auquel ce dernier se livre apparaîtront alors.

L'immigré a le désir d'en finir avec la misère qu'il a connue dans son pays, il est venu, attiré par des récits exagérés de rabatteurs ou d'anciens immigrés qui en remettent, pour gagner de l'argent. Etant donné ses conditions de vie précédentes, il acceptera les plus mauvaises conditions de travail, logement, etc. Dépaycé, venant de nations soumises souvent à des régimes fascistes, il sera souvent docile, apolitique. La division en races différentes, le danger d'expulsion... tout cela va peser avec le barrage de la langue, de la paperasse, pour accentuer l'inorganisation des travailleurs immigrés face à l'exploitation.

Le mouvement ouvrier traditionnel est, au contraire, puissamment organisé, le travailleur sait comment défendre ses intérêts. L'ouvrier français (ou ancien immigré intégré) désire vivre mieux, mais, possédant de solides acquis, des habitudes, une mentalité, une conscience de ce que le patron peut lui demander, et ce qu'il a le pouvoir de lui refuser. Il n'acceptera pas du patron n'importe quelles conditions. Il a une relative sécurité d'emploi, des garanties en cas de chômage, des avantages sociaux.

On voit que les intérêts immédiats des deux groupes sociaux sont loin de converger. Pour les premiers, il faut gagner le plus d'argent possible même en subissant des conditions sévères, pour les seconds, il faut maintenir ou améliorer de solides avantages souvent durement acquis.

Quel va être alors le jeu du patronat ? Tantôt il cherchera à s'assurer une paix sociale avec le mouvement traditionnel pour faire peser l'exploitation sur les immigrés, tantôt il s'appuiera sur les immigrés pour faire pression sur le mouvement ouvrier traditionnel.

Dans le premier cas le gouvernement et le patronat négocieront avec les syndicats des avantages particuliers, mais sans quitter le cadre qui remettait en cause la division entre Français et immigrés : les augmentations de salaires se font en pourcentages et respectent la hiérarchie, la question du droit syndical pour les immigrés, du statut opprimant du travailleur étranger n'est pas posée, chacun feint alors d'ignorer l'existence de problèmes particuliers aux immigrés, même si on les agite à l'occasion pour les besoins de la propagande. Une telle attitude permet au patronat de poursuivre sans inquiétude majeure sa tactique de division de la classe ouvrière.

Dans le second cas, le patronat évitera d'affronter le mouvement ouvrier traditionnel dans son ensemble. Jouant sur l'apolitisme, l'inorganisation des travailleurs immigrés, sur leur acceptation de conditions dures, et usant de moyens de pression de type policier, les patrons vont utiliser les immigrés comme briseurs de grève, ils vont s'en servir pour augmenter les cadences, dégrader les conditions de travail, négliger les règles de sécurité. Cette tactique réussira si les ouvriers sont par exemple particulièrement isolés, trop peu nombreux pour se défendre, si les procédés de division employés sont suffisamment habiles ou si un climat policier règne dans l'entreprise. Il en résultera alors une animosité du travailleur français contre l'étranger « briseur de grève », qui vient « prendre son pain »

ou qui « accepte n'importe quelles conditions ». On le voit, la xénophobie et le racisme qu'excitent certains journaux tels « Minute » ou les quotidiens à sensation trouvent ici une base sociale. Il serait grave de la négliger et de croire qu'on est simplement en présence d'une haine de l'étranger à cause de la race, par exemple. On n'aime pas l'étranger, parce qu'on le perçoit comme un gêneur faisant le jeu du patron ; ensuite viennent s'ajouter la condition sociale — qui fait qu'on les présente comme sales, de mœurs bizarres, etc. — et des discriminations selon l'origine ou la race qui font que l'Algérien, le Portugais ou le Noir sont appréciés différemment. Les dirigeants de la C.G.T. reconnaissent, avec un certain désabusement, l'existence de la xénophobie dans la classe ouvrière. Oubliant d'expliquer sa base sociale, ils oublient du même coup qu'ils en sont en partie responsables par leur apathie devant le problème de l'immigration.

On voit que le problème qui se pose ainsi est autrement plus sérieux que les bla-bla à propos de l'unité de la gauche, ou même à propos d'une unité d'action au sommet entre les diverses centrales syndicales. L'enjeu est une division grave de la classe ouvrière. Cependant, il n'y a pas lieu de se répandre en proclamations pessimistes. Tout ne va pas pour le mieux pour le capitalisme en France, on peut même dire que c'est un des pays où, à cause de l'archaïsme de ses structures, il est le plus en état de crise latente. Le mouvement ouvrier traditionnel a montré récemment qu'il savait encore saisir les occasions de lutte lui permettant d'arracher des avantages substantiels. Dans de telles occasions, il ne peut se permettre d'avoir contre lui la masse des travailleurs immigrés. On peut donc penser, sans vouloir jouer les prophètes, qu'il devra prendre le problème en ligne de compte à la faveur de moments de crise, remettant ainsi en cause la tactique de division de la bourgeoisie qui repose sur une marge de manœuvre étroite. Je reviendrai dans le dernier paragraphe sur quelques possibilités d'action.

IMMIGRATION, EXPLOITATION DU TIERS MONDE, IMPERIALISME

L'immigration, replacée dans son cadre international, est un instrument supplémentaire de l'exploitation et du pillage du tiers monde. Les pays qui fournissent le capitalisme européen en main-d'œuvre à bon marché sont d'une part les pays peu industrialisés du bassin méditerranéen (Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Turquie, Yougoslavie...), d'autre part les pays sous-développés d'Afrique ou d'Asie, anciennes colonies pour la France (Algérie, Afrique noire, département d'outre-mer...), pays du Commonwealth pour l'Angleterre (Inde, Pakistan). Un pays tel que l'Italie intervient par l'intermédiaire de ses zones sous-développées (Mezzogiorno. En France : la Bretagne).

Les contingents d'immigrés figurent dans les accords d'échanges internationaux signés entre ces pays et la France, par exemple. Dans les négociations avec l'Algérie, ils entrent en ligne de compte de la même façon qu'est discutée l'importation du vin. Ils permettent donc à la France de faire pression sur ses anciennes colonies, et cela d'autant plus que les devises apportées par le travail des immigrés vont être d'un appoint rapidement indispensable pour l'économie du pays d'origine. Dans les

pays où l'indépendance n'a été que la mise en place d'une équipe formée chez les anciens maîtres (partout où l'indépendance a été octroyée sans devoir être arrachée), le pouvoir est accroché aux basques de l'Etat français, et le poids de l'immigration renforce encore cette dépendance : le régime colonial se perpétue sous une forme voilée. Dans d'autres pays comme l'Algérie, où l'indépendance a dû être arrachée, cette transaction où l'homme est traité comme une marchandise permet en fait la poursuite de l'oppression par la France, avec la complicité d'un pseudo-gouvernement socialiste. Dans les deux cas les rapports entre la France et ces pays ont, sur le papier et pour les besoins de la propagande, extérieurement changé, tout en restant fondamentalement des rapports de colonisateur à coloniser, d'exploitation et de domination impérialistes.

Dans tous ces pays et spécialement dans des pays facistes (Portugal, Grèce, Espagne), l'émigration vers la France, l'Allemagne... a en outre « l'avantage » de vider le pays de forces vives capables de renverser le pouvoir — tout l'avantage étant pour la bourgeoisie locale qui reste ainsi en place et pour l'impérialisme qui en profite pour installer des bases militaires, le pays étant « sûr ». Ainsi ces pays — qui regorgent de prêtres, de militaires et de fonctionnaires — sont-ils également des pays dominés, économiquement et militairement, en partie grâce à l'émigration.

On comprend dès lors la politique « méditerranéenne » prônée par Pompidou. On vend des armes à la Grèce, des avions de guerre à la Libye, à l'Espagne. On soutient la politique arabe et on entretient des relations cordiales avec Franco. En même temps, on signe des accords fixant les contingents d'immigrés : Tunisie, Algérie, Maroc, Espagne, Portugal, Italie du Sud, Yougoslavie, Grèce, Turquie, tels sont les pays qui fournissent ou fourniront la grosse masse de main-d'œuvre au capital français. Déjà on a l'œil sur l'Egypte comme éventuel réservoir de bras — on préfère importer des Blancs, c'est plus sûr... Voilà le véritable sens de cette politique méditerranéenne : créer une nouvelle zone d'influence à l'impérialisme français, disputer dans cette région des miettes aux impérialismes russes et américains.

L'immigration est, en France, la manifestation concrète de l'exploitation du tiers monde. C'est pourquoi elle pose au mouvement ouvrier un problème qui fait craquer les cadres traditionnels des problèmes corporatifs.

PERSPECTIVES

J'ai essayé de donner une vision globale du problème. Le lecteur qui serait intéressé par plus de chiffres et de détails peut se reporter au livre de Bernard Granotier « Les Travailleurs immigrés en France » (Maspéro, Textes à l'appui). Je crois qu'il faut surtout bien comprendre qu'on n'est pas en face d'un phénomène marginal, même si la propagande bourgeoise cherche à minimiser son importance par le silence, la présentation de thèses racistes ou un comportement paternaliste (Chaban au bidonville), mais d'un phénomène qui est partie prenante des structures sociales actuelles, et qu'il ne faut donc pas éluder. Rien n'indique qu'il faille s'attendre à une régression de l'immigration dans les prochaines années ; même si la bourgeoisie réussit à liquider une partie de la paysanne-

rie et des commerçants et artisans, elle ne disposera là que d'une main-d'œuvre limitée, et en tout cas moins « avantageuse ». Les raisons qui poussaient au départ le capitalisme (recrutement d'une certaine quantité de main-d'œuvre) se sont transformées, l'afflux des immigrés a créé de nouveaux motifs d'y recourir, qui sont essentiellement les « avantages » (main-d'œuvre d'une certaine « qualité » : docilité, forte productivité) qu'y trouvent les patrons, en même temps que de nouvelles motivations pour les bourgeoisies nationales et internationales. En 1969, l'immigration a ainsi progressé de 80 % par rapport à 1968 (le « Dauphiné » du 7 mars 1970) ; le bâtiment et les travaux publics ont plus que doublé leur recrutement, la production des métaux l'a plus que triplé. Il semble d'autre part que la proportion des clandestins soit moins forte (67,6 % contre 82 %) ce qui indiquerait que l'Etat cherche à mieux contrôler le phénomène, peut être aussi à accentuer sa pression policière sur les immigrés.

Il faut donc regarder les choses en face, et ne pas s'imaginer que le capitalisme va renoncer du jour au lendemain à un élément essentiel pour le maintien de ses profits. Qu'est-il possible de faire, à court terme, pour contrer cependant ses projets ?

D'abord chercher à percer des failles dans le mur qui sépare les travailleurs immigrés des travailleurs français et de la population. Un premier stade est de parler des problèmes des immigrés, de les mettre en lumière, au lieu de participer à la conspiration du silence ou de se laisser imprégner de sentiments xénophobes. Il existe nombre d'employés des mairies, des services de main-d'œuvre, des services de délivrance des cartes de séjour ou de travail, d'ouvriers d'usine... qui connaissent, chacun de leur côté, des aspects des brimades ou des trafics louches dont sont victimes les immigrés. Il faut qu'ils disent au grand jour comment ça se passe, comme le préconise Pouget dans sa brochure sur le sabotage à travers le slogan « bouche ouverte » — qu'ils envoient des déclarations à la grande presse, qui retiendra les informations d'un caractère sensationnel, ou à la presse révolutionnaire, qui en donnera un plus large écho. L'alphabétisation peut permettre d'entrer en contact avec les immigrés, et de rompre la barrière de la langue. Mais il est évident que certains manuels d'alphabétisation (Mohamed, en complet, laissant sa place à une vieille dame qui lui dit merci, dans le métro), seront de peu de secours. Savoir lire la feuille de paye, remplir les paperasses, se débrouiller de mille et une mesquinerie de la vie qui sont routine pour le Français, incompréhensible pour l'immigré, connaître ses droits, enfin répondre à tous les besoins exprimés par l'immigré, telles peuvent être les premières bases d'une véritable alphabétisation, c'est-à-dire une véritable délivrance de la condition sociale d'analphabète. On passe alors naturellement de la volonté de briser cette barrière de la langue, des habitudes, etc... à celle d'aider les immigrés à acquérir leurs propres moyens de défense et de lutte. Le cadre officiel de l'alphabétisation est-il assez large pour pouvoir parvenir à un tel but sans danger de répression (notamment sur les immigrés) ? Je ne connais pas assez le problème pour répondre, mais il est certain que certains militants révolutionnaires préfèrent se passer de tels cadres, et tâcher de prendre contact avec les immigrés d'une façon qui ne crée pas d'avance une séparation et un antagonisme par des rap-

ports d'enseignement du type traditionnel. Dans cet effort pour que les immigrés parviennent à prendre en main leurs propres problèmes, à se libérer eux-mêmes, quel rôle jouent les syndicats ? Certes les syndicats, notamment la C.G.T., mènent une propagande en direction des immigrés : journaux et tracts sont édités en plusieurs langues. Cette propagande a deux défauts : le premier est le paternalisme. On dit : venez chez nous, vous verrez, tout ira bien mieux, on leur rapporte des hauteurs la bonne parole en se préoccupant peu de ce que sont les besoins réels. La seconde est ce qu'on pourrait appeler le « neutralisme » : on évite de s'aventurer sur le terrain glissant de la division de fait entre travailleurs français et immigrés, on se contente de resucer en termes vagues et généraux le programme du syndicat. Les résultats : de 5 % à 7 % de syndiqués chez les immigrés — contre 20 à 25 % chez les Français. Il y a presque autant d'immigrés que d'adhérents aux syndicats (2 millions à peu près des deux côtés). On peut se demander s'il peut en être autrement quand on sait que les syndicats — au nom de l'internationalisme prolétarien — ne réclament pas l'abolition du statut de l'étranger, l'égalité des droits syndicaux et politiques, des droits sociaux, etc. On n'a que peu d'exemples de sections syndicales d'immigrés. On peut penser que les syndicats ne se donnent pas des moyens d'action très appropriés. Ne leur serait-il pas possible, par exemple, d'employer des étudiants en langue à mi-temps, ou, si l'on n'aime pas les étudiants, des interprètes qui seraient mis à la disposition des délégués syndicaux de façon que ceux-ci prennent contact avec les immigrés non seulement pour apporter la bonne parole, mais aussi pour essayer de nouer le dialogue ? Est-ce vraiment une dépense insurmontable, eu égard à l'importance du but poursuivi, quand on sait qu'on en est souvent réduit actuellement à compter sur des travailleurs immigrés qui, d'une part, sachent bien le français, d'autre part, prennent contact avec le syndicat, pour servir d'intermédiaires (conditions rarement remplies) ?

Après certains scandales récents de logement des travailleurs africains, ou « d'accidents » du travail (encore un point sur lequel il faudrait insister : chaque jour des immigrés meurent dans le bâtiment, les usines, par la faute des patrons qui trouvent que la sécurité coûte trop cher), des premiers éléments d'organisation sont apparus chez les immigrés, malgré la répression. Encore une raison de penser que le capitalisme n'aura pas en France une tâche de division aussi facile que dans d'autres pays. Encore faut-il pour cela que tout le mouvement révolutionnaire, et les anarchistes en particulier, ne se croisent pas les bras en attendant que ça vienne. Il est facile de critiquer certaines actions violentes de groupes qui ne sont pas des mêmes opinions que nous. Il est moins facile de s'arracher à la routine du militantisme bien-pensant, qu'il soit syndical ou anarchiste.

M. B.